

Joue et tente de gagner ta voiture!

***8555#**
ou envoie Togocom par sms au 8555

Participation 100%
Cumul des points possible
Organisé par Togocom
Clôture le 31 mai 2023
Avancer. Pour vous. Pour tous. togocom.tg

O TENTÉA?

10.000
15.000
25.000
1.000.000
Chaque ZN

Togocom

TOGOCOM :
Le numéro 71
et ses **P.5**
avantages

Ni à gauche ni à droite même pas au centre



Prix 250 fcfa



Le Libéral

N°625

**Foire et Conférence
du Genre, de l'Energie
et des Mines, une
première au Togo** **P.4**



Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion Mercredi 31 Mai 2023



ENGRAIS ET SANTÉ DES SOLS : D'importantes décisions attendues de la table ronde de Lomé

P.3

**Finance
publique :**
Vers des
réajustements
des prévisions
budgétaires

P.7

**Lutte contre
la corruption :**
La HAPLUCIA avec
le soutien de la GIZ
lancent une campagne
nationale en direction
des élus locaux et **P.6**
cadres municipaux

**Campagne nationale
de reboisement :**
15 millions de **P.2**
plants à mettre
en terre en 2023



RÉGIONALES 2023

Pour le Togo, pour la patrie
Mobilisons nous

VOTE

Campagne nationale de reboisement : 15 millions de plants à mettre en terre en 2023

Initiée par le Gouvernement depuis deux ans, la politique nationale de reboisement massif se poursuit. Après avoir reboisé 5.207.250 plants en 2022, les autorités en charge de la protection de l'environnement prévoient de mettre en terre 15 millions de plants sur une superficie de 136.000 hectares pour cette année 2023 dont 2 millions pour la seule journée de demain 1er juin 2023. Ce qui pourrait être largement favorisé par les conditions météorologiques actuelles.

Conformément aux objectifs de la campagne nationale de reboisement massif, la mobilisation pour les activités de reboisement se poursuivra durant toute l'année au niveau de toutes les couches de la population (entités publiques, secteur privé, associations, particuliers, collectivités locales etc...). Selon le ministre en charge de



l'environnement et des ressources forestières, Foli-Bazi Katari, ce sont 15 millions de plants qui devront être reboisés au cours de cette année 2023 sur une superficie de 136.000 hectares. Des chiffres en nette progression par rapport à la précédente campagne au cours de laquelle 5.207.250 plants ont été mis en terre sur une superficie de 8256 hectares. En effet, l'ambition du gouvernement en matière de reboisement est déclinée dans la feuille de route 2020-2025 où il est demandé au ministère en charge de l'environnement et des ressources forestières d'œuvrer à passer de 24,24% de taux de couverture en 2016 à 25% d'ici 2025. A cela, s'ajoute l'objectif décennal d'un milliard de plants à l'horizon 2030. Cependant, il est à souligner que toutes ces ambitions du gouvernement resteraient lettres mortes sans l'implication de l'ensemble de la population. Chacun en ce qui le concerne devra donc jouer sa partition dans ce vaste programme de reboisement pour permettre au pays de booster sa performance en matière de protection de l'environnement. «

L'atteinte de cet objectif très ambitieux de reboiser un milliard de plants en 10 ans, nécessite l'implication de toutes les catégories socioprofessionnelles » indiquait Dr. Amah Atutonu, directrice des ressources forestières.

Ceci étant, tous les Togolais sont donc invités à participer massivement aux activités de reboisement ce 1er juin 2023 sur l'ensemble du territoire national. Des activités qui devront continuer durant l'année en cours jusqu'à la fin de la campagne. « Le 1er juin est une journée d'un grand enjeu : celui de l'environnement. Nous pensons que la mobilisation de toute la population est fondamentale. Et nous pensons qu'avec les hommes des médias, les élèves, les enseignants, les artisans et tous les fonctionnaires, nous pouvons atteindre les 2 millions parce qu'on sait que c'est la journée symbole de mise en terre de plants » a précisé le ministre Foli-Bazi Katari.

Pour réaliser ces ambitions, le gouvernement est conscient qu'il faudra

Suite à la page 3

Miss Togo 2024

Top départ pour le 2 décembre prochain

Le ton de la 28ème édition du plus grand concours de beauté au Togo a été donné le jeudi dernier à Lomé au cours d'un déjeuner de presse organisé par le Comité National Miss Togo.

économiques du Togo. Elles doivent être de nationalité togolaise, jouir d'une bonne moralité, avoir une taille minimum de 1,70 m, s'exprimer correctement en français et être



Présidée par le directeur de la promotion des Arts et de la Culture, Aziati Vinyo, en présence du sponsor officiel de l'événement, Moov Africa Togo représenté par son Directeur Général, Abdellah Tabhuret, de l'ensemble des partenaires et des professionnels des médias, l'équipe en charge de ce grandiose événement a fait un déroulé des différentes activités qui vont marquer cette édition, mais aussi fait un zoom sur les différentes actions de la miss sortante, Chimène Ekui Abla Moladja.

Pour Gaspar Baka, Président du CNMT, les inscriptions dans le cadre de cette 28ème édition, débutent le 25 mai et prendront fin le 5 juillet prochain.

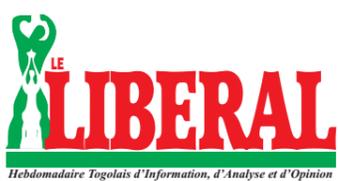
" Le concours Miss Togo est ouvert à toutes les filles de 18 à 24 ans des cinq régions

célibataire sans aucun engagement, ni précédemment mariée ou divorcée ", a-t-il fait savoir.

La première super-régionale de Kara se tiendra le 15 juillet prochain tandis que la seconde aura lieu le samedi 26 août à Lomé. La grande finale de cette messe esthétique, intellectuelle et culturelle pour sa part, est attendue le samedi 2 décembre 2023 à Lomé.

Pour sa part, Chimène Moladja a saisi le créneau pour dresser un bilan à mi-parcours de son mandat placé sous le thème "Scolarisation de la jeune fille ", lancé à Dapaong et marqué par plusieurs actions caritatives et éducatives dans plusieurs localités du pays où le besoin se fait sentir. Le rendez-vous est pris. ■

Democrate



Récupéré N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)
Cyrille SABLASSOU

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

SDR

Tirage

1000 exemplaires

LE LIBÉRAL, c'est tous les mercredis

Engrais et santé des sols : D'importantes décisions attendues de la table ronde de Lomé

Réunis à Lomé dans la capitale togolaise les 30 et 31 mai 2023, les ministres en charge de l'Economie et des Finances et de l'agriculture des Etats membres de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS ont tenu une table ronde de haut niveau sur les engrais et la santé des sols en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Objectifs de la rencontre : échanger sur les options et moyens pour accroître la production locale des engrais, améliorer les infrastructures de distribution et renforcer le commerce intra régional des engrais.

La table ronde qui prend fin aujourd'hui a donné lieu à des échanges sur la problématique des engrais et la santé des sols en Afrique de l'Ouest et au Sahel, d'importantes résolutions seront prises par les Etats participants pour faciliter l'accès aux engrais en vue d'accroître la productivité agricole et réduire la menace de la faim sur le continent.

Les parties prenantes vont adopter une feuille de route accompagnée d'une déclaration d'engagements en matière d'appui à la mise en œuvre d'un Plan d'Action décennal pour le renforcement de la filière des engrais et l'amélioration de la santé des sols en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Parmi les résolutions attendues, il est à noter que les Etats membres de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS apportent leur soutien sur la mise en œuvre de la

feuille de route sur les engrais et la santé des sols en Afrique et au Sahel. Ils ont également pris l'engagement d'accélérer la création d'un environnement favorable pour un accès des producteurs agricoles aux engrais et aux autres intrants agricoles et de mettre en œuvre des stratégies pour faciliter la fertilité des sols.

Aussi, les Etats participants s'engagent à doubler la productivité agricole d'ici 2035 dans une approche de gestion intégrée de la fertilité des sols, d'inverser la dégradation des terres et de restaurer la santé des sols sur au moins 30% des sols dégradés.

Les participants prennent aussi la ferme résolution d'améliorer d'urgence l'accès aux engrais minéraux et organiques des petits producteurs agricoles en mettant l'accent sur les cultures

assurant la sécurité et la souveraineté alimentaires des populations.

Il a été également décidé que d'ici 2026, des mesures de politiques publiques adéquates seront prises afin de faciliter la disponibilité et l'accès aux engrais au niveau national et régional en particulier grâce à l'harmonisation des politiques et des réglementations en encourageant une meilleure et libre circulation (hors douanes et hors taxes) des engrais entre les Etats. En clair, les Etats devront éliminer progressivement les droits de douanes et taxes sur les engrais et les autres matières premières fertilisantes.

Ils devront également faciliter les formalités douanières et administratives des importations afin de réduire les délais d'admission des produits et



par conséquent minimiser les coûts.

En outre, les Etats s'engagent à mettre en œuvre des initiatives concrètes pour promouvoir la production locale et régionale d'engrais organiques et minéraux et faciliter le commerce intra régional des engrais à travers des mesures réglementaires régionales appropriées. Les parties prenantes ont décidé aussi de mettre en place pour les fabricants, les mélangeurs, les importateurs et les distributeurs d'intrants des facilités de financement et de partage des risques au niveau local, national et régional avec l'appui des partenaires financiers

tels que la Banque mondiale, les Banques régionales d'Investissement et de Développement (BIDC, BOAD), des Banques Africaines de Développement (BAD, Afreximbank) avec un accent particulier sur les femmes et les jeunes entrepreneurs.

Enfin, il faut souligner que la Commission de la CEDEAO est chargée de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer le suivi-évaluation, la coordination et le compte rendu régulier aux ministres chargés de l'agriculture et de la sécurité alimentaire de la mise en œuvre de cette déclaration d'engagements.

La rédaction

Campagne nationale de reboisement : 15 millions de plants à mettre en terre en 2023

Suite de la page 2

relever cinq défis notamment : la mobilisation des terres, la mobilisation des acteurs, la mobilisation des plants, celle des financements et la mise en place des conditions pour favoriser la réussite des plants mis en terre. « Je vous annonce avec grand plaisir que notre ministère a mobilisé 136.000 hectares de terres disponibles pour le reboisement 2023. Et aujourd'hui, on dénombre

environ 15 millions de plants disponibles. Il y a des plants qui sont faits par nos propres services et qui se trouvent dans toutes les préfectures et particulièrement dans toutes les directions préfectorales. Nos frères et sœurs pépiniéristes ont aussi produit des plants » a ajouté le ministre.

Le Togo est confronté depuis plusieurs années au problème de déforestation élevée, soit 0,42% en plus de

la dégradation des forêts de 0,91% selon les données publiées par le ministère en charge du secteur. Par contre, les efforts de reboisement étaient toujours en deçà de 2000 hectares jusqu'en 2020. D'après un inventaire réalisé en 2016, le pays perd environ 5000 hectares d'arbres contre un reboisement de 3000 hectares. C'est ainsi que devant la menace des changements climatiques et

ses conséquences sur les écosystèmes, le gouvernement a décidé de prendre ses responsabilités pour inverser la tendance. Il a été alors demandé au ministère de l'environnement de remonter la pente et de passer de 24,24% de couverture forestière en 2016 à 25% d'ici 2025 selon les recommandations de la feuille de route gouvernementale.

La population dans son ensemble ne doit pas certes attendre le 1er juin pour planter des arbres mais elle doit comprendre que le 1er juin reste une date symbolique de lancement des opérations de reboisement. Pour cela, elle doit participer massivement aux opérations de demain sur l'ensemble du territoire national.

Roger GBESSIA

Foire et Conférence du Genre, de l'Energie et des Mines, une première au Togo

L'auditorium de l'Université de Lomé, a abrité les 25 et 26 mai dernier, la Foire et conférence genre, une initiative inédite à mettre à l'actif du ministre délégué chargé de l'Energie et des Mines. L'objectif visait à accompagner les femmes en vue de faciliter leur accès à des postes de responsabilités et à mettre en lumière les femmes leaders du secteur de l'énergie et des mines.

L'activité s'inscrivait dans la logique du Plan d'Action National 2020-2024 adopté par le Gouvernement en 2020 pour opérationnaliser la Politique d'Intégration du Genre dans l'Accès à l'Énergie de la CEDEAO.

Appui du "Projet Electrification rurale au Togo" de la coopération allemande, à travers l'Unité Focale Genre-Énergie (UFG-E) du ministère, ce rendez-vous du donner et du recevoir a fait un grand focus sur la représentation des femmes au ministère en charge de l'énergie et des mines, le ministère dans toutes ses composantes ainsi que ses différents secteurs de tutelle.

La présidente de l'Unité focale genre -énergie (UFG-E) du ministère, Abide BATABA-AGAMAH, directrice des affaires juridiques à l'Autorité de réglementation du secteur de l'électricité (ARSE), a salué à l'ouverture les participants pour leur présence et a remercié la GIZ pour son accompagnement indéfectible. Pour la directrice, « la foire genre est une activité de sensibilisation couplée d'exposition englobant tous les objectifs stratégiques de plan d'action à travers les différentes activités prévues au programme de ce projet. Ainsi, a-t-elle souligné, le but de cette rencontre est de corriger la faible compréhension de la thématique du genre par le personnel du ministère, mais aussi à l'opinion publique ».

La diplomatie allemande au Togo, représentée par le premier Secrétaire aux Affaires de la Coopération, Johannes Klotz a évoqué et salué les mérites de cet événement. Il a ensuite encouragé et félicité le ministère pour cette belle



initiative. Il a exprimé ensuite la détermination de la coopération allemande à accompagner le gouvernement togolais dans ses différentes activités.

« Chers amis de l'égalité, c'est ensemble que nous relèverons ce grand défi adossé à l'ambition du Chef de l'État S.E. Faure Essozimna Gnassingbé, celle de parvenir à l'émergence d'une « Génération Togo Égalité », incarnée par des Femmes et des Jeunes bien formés, aux compétences renforcées et reconnues, à la pointe de la réflexion et aux avant-gardes des grands rendez-vous de notre histoire. Que ce Salon Genre Énergie et Mines nous serve de catalyseur de changement. Laissez-le enflammer notre engagement collectif à faire progresser l'égalité femmes-hommes, à transformer le secteur de l'énergie et à bâtir un avenir durable pour tous. » Telle est la déclaration de la ministre Mila Aziabile en charge de l'énergie et des mines dans son discours d'ouverture après avoir salué l'effort du gouvernement et la détermination du Chef de l'État dans la promotion des femmes.

En ouvrant officiellement les portes de la foire, la ministre a remercié la Coopération allemande via la GIZ/ProEnergie et invité les participants à un riche

partage. Elle a exhorté surtout les élèves et étudiants à profiter de cette aubaine pour de meilleurs choix dans l'avenir.

Plusieurs structures ont fait le déplacement de Lomé pour participer à cette activité, notamment la représentation des services détachés du ministère, les femmes entrepreneurs du secteur, les écoles scientifiques, les

entreprises dans l'énergie et les ONG. Au total, ce sont plus de 1000 participants et participantes qui ont animé la foire. Conférence-débat des panels et discussions, des stands à visiter sont entre autres activités inscrites au programme de ce rendez-vous. Plusieurs présentations ont été faites notamment sur la présentation des résultats de l'audit genre du secteur de l'énergie, la présentation des expériences des femmes dans le secteur de l'énergie et des mines (parcours inspirants) des femmes de (DGE, AT2ER, CEET, ARSE, SNPT, ministère de la Fonction publique, DH, DGMG, ministère en charge de la promotion des femmes...) ainsi que la prise en

compte du genre dans les projets. La question de l'autonomisation économique des femmes dans le secteur de l'énergie au Togo par le biais du secteur privé a aussi été débattue au cours des échanges.

Les participants ont eu droit également à la présentation de plusieurs femmes leaders du secteur qui ont inspiré le jeune public. Il s'agit de notamment la directrice résidente de la GIZ TOGO, les membres du Consortium Femmes REDD+, des établissements Yendupaab et une des femmes de l'entreprise de BBOX. Ces femmes ont eu à partager leurs parcours empreints de défis et de détermination avec le public composé entre autres des étudiants, des élèves des lycées scientifiques et des écoles d'ingénierie.

Source : Cellule communication MDEM

Recensement électoral/Zone 2 Cet appui en kits alimentaires de l'adjoint au maire Séna Fombo, aux agents recenseurs

L'adjoint au maire de la commune Ogou 2 (Datcha), Séna Fombo a encore fait parler son cœur ce week-end lorsqu'il est allé au chevet des agents recenseurs avec un important lot de vivres, a constaté votre journal.

Ce don fait suite aux constats qui découlent de sa récente tournée dans les CRV de la municipalité. Depuis que l'opération a commencé, il est en effet constaté que les agents recenseurs ont quelques fois des difficultés pour trouver à manger surtout ceux qui sont dans des zones très reculées. Ce geste de l'adjoint au maire à ces CRV vient à point nommé et c'est vraiment à saluer.

Ça va permettre aux uns et



aux autres de travailler dans la sérénité et surtout d'être concentré.

"Comme vous le savez déjà, nous étions dans cette zone le weekend passé pour constater le démarrage de cette opération. Je me suis personnellement déplacé dans presque tous les 51 CRV et j'ai été émerveillé par le dévouement et la volonté des agents recenseurs. Ce qui m'a motivé à faire ce dont de vivre en ce jour. Je me

réjouis de la mobilisation de nos administrés autour de cette opération qui participe à la démocratie dans notre pays. L'enjeu est de taille et nos militants l'ont compris.", a déclaré l'adjoint au

maire. Les kits sont composés de plus 60 sachets d'eau, plus 1000 boissons non alcoolisées, 1000 sandwiches et plus de 1000 bouteilles d'eau minérale.

Après les 51 CRV de Datcha, les 37 autres de Gléi (Ogou 3) ont également été sillonnés par une délégation de l'adjoint au maire, avec l'honorable Amétondji et bien d'autres cadres locaux.■

Démocrate

Programme « NUNYA-TOGOCOM » :

EPP Kolowaré bénéficie d'un bâtiment scolaire

L'Ecole primaire publique Kolowaré dans la région centrale dispose d'un nouveau bâtiment scolaire. C'est un don de TOGOCOM qui à travers son programme « NUNYA TOGOCOM » vient en appui aux écoles.

Le bâtiment composé de trois salles de classe, un bureau, un magasin et un bloc sanitaire doté de 6 cabines, a été réceptionné le 22 mai dernier en présence de Tarik Boudiaf, Directeur général par intérim de la société TOGOCOM en présence de plusieurs



autorités locales, administratives et traditionnelles. Le joyau sans doute va améliorer les conditions de vie des apprenants et assurer leur bien-être.

S'agissant du « Programme NUNYA » il faut dire qu'il a été lancé en 2021 en collaboration avec la Fondation AXIAN. A travers ce programme TOGOCOM accompagne



les communautés les plus vulnérables « Notre objectif est d'investir dans l'éducation, en priorisant les régions les plus défavorisées » a expliqué Tarik Boudiaf. Plusieurs localités ont déjà bénéficié du

programme NUNYA-TOGOCOM. Le géant de la téléphonie n'entend pas s'arrêter là, après Kolowaré, TOGOCOM a dans sa ligne de mire d'autres villages pour effectuer le même geste. ■
La rédaction

TOGOCOM :

Le nouveau numéro 71 et ses avantages

TOGOCOM a franchi une nouvelle étape avec le lancement sur le marché d'un nouveau numéro, le 71 accessible à tous les lieux de vente habituels.

Ce numéro comporte des avantages car il permet aux clients d'accéder à une gamme complète de services opérationnels offerts par TOGOCOM notamment des appels nationaux et internationaux, une connexion Internet fiable, des transactions TMoney rapides et sécurisées, ainsi que des SMS pratiques pour communiquer en continu sur le réseau.

En optant pour le numéro 71XXXXXX, les clients bénéficient de nombreux avantages exclusifs dès son activation. Ils recevront un solde initial de 2000F de crédit appel tous réseaux nationaux,

200 Mo de données Internet et 20 SMS, valables pendant 07 jours.

De plus, en cumulant un montant minimum de 1000F en recharge ou achat de forfaits durant les mois 2 et 3 suivant l'activation, les clients bénéficieront d'un kit gratuit de 200 Mo d'Internet.

Pour connaître les avantages liés à leur nouveau kit activé, les utilisateurs peuvent simplement composer le code de consultation *909*0#.

Pour activer ce numéro, nos clients ont le choix entre deux options simples : Effectuer un premier appel vers le 222. Effectuer un rechargement (crédit air time ou forfait) via e-Recharge (PDV), TMoney (145) ou P2P (transfert de crédit) ■

Prends ton 71 et rejoins l'équipe gagnante!

500F_{CFA}

***2000F | 200Mo**

Crédit Appel | Internet

20 SMS

offerts

NOUVEAU

71

90

91

70

92

93

***909*0#**

Le forfait appel est disponible immédiatement après l'activation de la carte SIM en composant le 222, ou en effectuant un achat de crédit ou forfait.

Avancer. Pour vous. Pour tous.

togocom.tg

Togocom

Lutte contre la corruption :

La HAPLUCIA avec le soutien de la GIZ lancent une campagne nationale en direction des élus locaux et cadres municipaux

La campagne nationale de renforcement des capacités des élus et cadres municipaux sur la prévention et la lutte contre la corruption et les infractions assimilées a été lancée ce jeudi 25 mai à Lomé par Christian Trimua, ministre en charge des droits de l'homme, en présence de l'ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, ainsi que de plusieurs personnalités de haut niveau.



A l'initiative de la Haute Autorité de Prévention et de Lutte contre les Crimes économiques et Infractions Assimilées (HAPLUCIA), grâce au soutien financier de la coopération allemande GIZ, à travers le projet "Bonne Gouvernance Financière", cette campagne vise à promouvoir la transparence et la bonne gouvernance au sein des collectivités territoriales. Il s'agira concrètement de faire connaître davantage la HAPLUCIA aux élus et cadres municipaux, de renforcer la participation citoyenne des élus et cadres municipaux à la lutte contre la corruption, leur intégrité et redevabilité, ainsi que la transparence dans la gestion des communes. "A la fin de cette campagne nationale de renforcement des capacités, les élus et cadres municipaux seront édifiés sur la corruption : son ampleur et ses multiples facettes, la répression des actes de corruption, le rôle et les responsabilités des élus et cadres municipaux dans la prévention et la lutte contre la corruption.", a déclaré Kimelabalou ABA,

Président de la HAPLUCIA. L'Ambassadeur de l'Allemagne au Togo, SEM. Veltin Matthias a pour sa part encourager les autorités togolaises dans leur lutte et le renforcement des capacités des différents acteurs. "Le Togo déploie de nombreux efforts pour mettre en place un cadre juridique et institutionnel adapté à une lutte efficace contre la corruption, sous toutes ses formes. La HAPLUCIA nous en donne l'exemple. L'Allemagne particulièrement, mais aussi l'ensemble des partenaires au développement du Togo, félicitent le gouvernement pour les efforts entrepris et l'encourage à poursuivre la prise de mesures pouvant consolider le respect de tous les engagements internationaux et régionaux auxquels le pays a souscrit dans ce domaine de la lutte contre la corruption.", a-t-il dit. Véritable problème de développement, la corruption est un fléau mondial qui frappe tous les pays du monde et particulièrement les pays

en développement. En l'absence de mesures

efficaces, elle peut compromettre dangereusement les efforts d'un pays pour l'instauration d'une bonne gouvernance et réduire considérablement, les ressources disponibles pour la lutte contre la pauvreté. Une étude sur la perception et le coût de la corruption réalisée en 2020 révèle que le secteur public reste le plus touché par le phénomène de la corruption. L'étude indique que les actes de

corruption sont rarement dénoncés ou traités et incriminés. Elle semble mentionner que nombreux sont les services ou les citoyens qui ne coopèrent pas pleinement en matière de prévention et de lutte contre la corruption. Pour finir, cette étude indique que, malgré l'existence de dispositifs juridique et institutionnel, les efforts pour un fonctionnement plus efficace des organes de lutte contre la corruption sont à renforcer. ■
Démocrate



SAFER

Chers usagers de la route,
Présenter les gros billets au poste de péage, crée l'embouteillage, les longues files d'attente, les heurts et la perte de temps.

Présenter aux guichets des péages la juste monnaie selon la catégorie de votre engin, est un acte civique et citoyen qui évite les longues files d'attente et fait gagner en temps.

Tous pour la fluidité du franchissement aux postes de péage.

Ceci est un message de la Société Autonome de Financement de l'Entretien Routier (SAFER)

Finance publique : Vers des réajustements des prévisions budgétaires

Face aux difficultés de financement, le gouvernement s'apprête à réajuster ses prévisions budgétaires en termes de dépenses pour l'année en cours. L'exécutif se prépare donc à présenter un projet de loi de finances rectificative à l'Assemblée nationale. L'objectif est de prioriser les dépenses tout en poursuivant les projets et programmes dont les ressources sont déjà disponibles.

C'est une décision qui s'explique par les difficultés de financement rencontrées sur les marchés financiers à la suite du resserrement des politiques monétaires par la plupart des banques centrales (Banque centrale européenne, Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, Réserve fédérale américaine).

« Il s'agira désormais de prioriser les dépenses, tout en poursuivant les projets et programmes dont les

ressources sont disponibles » fait noter le gouvernement.

En effet, pour financer son budget 2023 d'environ 2000 milliards de francs CFA, l'Etat togolais avait envisagé d'emprunter aux investisseurs de la sous-région la bagatelle somme de 574 milliards de francs CFA. Mais face aux difficultés actuelles rencontrées sur le marché international, le pays est donc dans l'obligation de faire marche arrière par rapport à ses prévisions.

Il est à rappeler que le budget de cette année prévoyait de mobiliser au total 574 milliards de francs CFA sur le marché financier régional. Mais en début d'année, le pays tout comme plusieurs de ses voisins a été confronté à des défis de mobilisation de fonds avec plusieurs sorties en deçà des attentes. Même si depuis, des sorties financières ont été plus fructueuses, les choses ne devraient pas connaître d'améliorations durablement

au moment où la BCEAO pourrait encore relever ses taux directeurs comme ce qui a été fait récemment dans une course contre l'inflation. Toutefois, on note une évolution satisfaisante de l'activité économique. Selon les explications du ministre de l'économie et des finances, l'embellie a notamment été portée par la bonne performance des trafics portuaires et aéroportuaires, sans oublier la hausse du financement de l'économie au profit des petites et moyennes entreprises. « La conjoncture économique nationale en 2022, comparée à l'année d'avant,



s'est caractérisée par une évolution globalement satisfaisante de l'activité économique » a indiqué Sani Yaya, ministre de l'Economie et des Finances.

Pour l'heure, difficile de dire quels sont les secteurs qui seraient les plus affectés par ces réajustements budgétaires qui sont annoncés. A titre de rappel, sur le budget initial (2000 milliards de francs CFA), il était envisagé de consacrer 623,4 milliards de francs CFA (31,8%) aux secteurs sociaux et plus globalement 48% des dépenses d'investissement à la mise en œuvre de l'axe 1 de la feuille de route gouvernementale 2020-2025 relatif au renforcement de l'inclusion et au développement du capital humain ; 35% à l'axe 2 pour soutenir les secteurs productifs et 17% à l'axe 3 pour renforcer les capacités de l'Etat. De même, il était prévu d'allouer 623,4 milliards de francs CFA aux secteurs sociaux (ce qui représente environ 49% de l'ensemble du budget contre 522,2 milliards de nos francs dans le budget précédent.

Notons que la plupart des stratégies d'investissements des pays africains reposent sur une mobilisation à moindre coût des financements nécessaires aux objectifs de croissance soutenue afin de réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations. Au Togo, au-delà des ressources internes, le gouvernement mise sur les financements extérieurs venant des marchés financiers régionaux pour réaliser ses projets et programmes. Mais le contexte actuel sur les marchés financiers internationaux caractérisé par des taux d'intérêt trop élevés n'arrange pas les prévisions du gouvernement. ■

Roger GBESSIA

Commande publique :

Formation des élus locaux sur les procédures de gestion des marchés publics et montage des dossiers simplifiés d'appel à concurrence

Une centaine d'élus locaux sont en formation depuis hier dans le Zio 1, sur les procédures de gestion des marchés publics et montage des dossiers simplifiés d'appel à concurrence. A l'initiative de l'Autorité de Régulation de la Commande Publique au Togo (ARCOP), cet atelier de renforcement de capacités qui va durer 5 jours, vise à imprégner ces acteurs dans le bassin des nouvelles règles de gestion du cycle des marchés publics, ainsi que les techniques de montage de dossier simplifiés d'appel à concurrence.

Ouverte hier par Elom Aziadekey, Directeur Administratif et Financier de L'ARCOP, représentant son Directeur Général présent à Atakpamé pour la même cause dans la région des plateaux, cette assise sera marquée par la présentation des modules couplée d'exercices pratiques en groupes restreints. Elle sera pilotée par des formateurs issus du bassin national des formateurs de L'ARCOP.

"L'opérationnalisation de ce nouveau cadre de gestion des acquisitions publiques nécessite un savoir-faire des acteurs impliqués. C'est dans cette optique que L'ARCOP a initié en collaboration avec la Direction nationale du contrôle de la



commande publique, une série de sessions de formation à l'intention des représentants des communes et de ceux des autorités contractantes à l'intérieur du pays.", a-t-il déclaré.

Pour Yendoubé Bandekine, Secrétaire Général de la préfecture Zio représentant le Préfet, le renforcement des capacités des acteurs du développement local est indispensable afin que les communes et bientôt les régions puissent fonctionner comme des institutions participatives et responsables vis-à-vis des préoccupations et des besoins des citoyens.

" En dépit de la faiblesse des budgets, le recours à la commande publique doit rester un impératif; c'est en cela que l'organisation de ces sessions de formation constitue une grande opportunité. Je reste convaincu que cette formation mettra à notre disposition des outils qui doivent permettre de réaliser plus

d'économie à nos autorités contractantes et d'être plus performants dans l'exécution de leurs budgets d'investissement.", a-t-il déclaré.

Souvent indexée à tort ou à raison pour son

inefficacité à favoriser une réalisation rapide des projets de développement en faveur des populations, en raison de la lourdeur supposée des procédures, la commande publique vise principalement une meilleure performance en termes de coûts et services. Pour remédier à ces manquements et réajuster le dispositif le gouvernement togolais a fait procéder à la relecture de l'ensemble des textes qui régissent le secteur pour une efficacité et une optimisation des résultats.

Après cette première phase, du 30 mai au 03 juin 2023 qui embrasse neuf (09) sessions simultanées à Atakpamé, à Kpalimé et à Tsévié, une seconde et dernière phase se déroulera du 05 au 09 juin 2023, avec dix (10) sessions entre Dapaong, Kara et Sokodé.

Democrate



DESTINATIONS 

Ouaga - Bobo - Ouaga
Ouaga - Lomé - Ouaga



LIZ AVIATION

+226 76 20 97 63
+226 76 20 99 23

ELITE VOYAGES

+226 25 33 51 55
+226 65 86 71 60

KAREL VOYAGES

+226 67 73 81 60

LIZ AVIATION

+228 70 15 55 55
+228 97 78 01 01

Billets également disponibles dans vos agences de voyages et dans les aéroports de Ouaga, Bobo et Lomé.

 **liz aviation**

 clientele@lizaviation.com